



APPEL A PROPOSITION 2016 RECHERCHE ET INNOVATION DANS LE SECTEUR PRIVE

Dispositif : RECHERCHE ET INNOVATION DANS LE SECTEUR PRIVE (1.1.B)

Fonds européen concerné : FEDER

Objectif spécifique : Augmenter les moyens consacrés à la recherche et à l'innovation par le secteur privé

1. Actions éligibles :

Les projets collaboratifs et outils mutualisés :

- les projets collaboratifs, c'est-à-dire ceux réunissant des entités de recherche et des entreprises autour du développement industriel d'un concept ou d'un produit ;
- les projets et actions structurants des pôles de compétitivité et de leurs membres (PME notamment), à l'exclusion des actions génériques d'animation et de promotion de l'innovation ;
- l'émergence ou le renforcement de dispositifs mutualisés de réalisation des projets d'innovation (plateformes collaboratives d'innovation) ;
- les projets d'accélération du transfert de technologies des laboratoires académiques vers le milieu industriel en vue de diminuer le délai d'accès au marché des innovations (plateformes d'innovation, démonstrateurs industriels, maturation de la recherche) ;
- les actions de renforcement de la capacité d'innovation des entreprises :
 - structuration de réseaux d'entreprises propices à l'émergence de projets innovants s'inscrivant dans les thématiques visées dans la spécialisation intelligente régionale : soutien aux nouveaux clusters (grappes d'entreprises) à vocation innovation et pôles d'innovation ;
 - structures d'accompagnement, ingénierie de projets complexes, mutualisation de ressources support à l'innovation (propriété industrielle, évolution organisationnelle, coordination...) ;
 - sécurisation et accroissement de la valorisation de la propriété intellectuelle des entreprises (dépôts, extension de brevets...).

Les actions, notamment les colloques, salons et autres événements, concernant la gouvernance pourront également être soutenues, afin de permettre la mise en place d'un écosystème de l'innovation performant, qui est une priorité horizontale de la SRI-SI.

De façon générale, les outils du système de transfert et d'innovation régional mis en place doivent être consolidés, comme le lien avec les pôles de compétitivité, afin qu'au-delà de leur phase d'émergence, se développe une véritable offre de services au profit des entreprises du territoire, leur permettant d'accélérer la mise sur le marché des produits issus des projets d'innovation.

L'importance d'une gouvernance partagée et coordonnée à l'échelon régional et infrarégional est réaffirmée. Les actions visant à développer et animer les espaces d'échanges et de concertation entre les acteurs opérationnels du territoire et les décideurs, en cohérence avec les structures en place, seront ainsi encouragées.

Le programme des investissements d'avenir a permis d'accélérer la structuration de certaines filières importantes pour la région, notamment celles des matériaux, de l'eau, de la forêt et du bois, des valorisations non alimentaires des produits agricoles et des énergies renouvelables au profit desquelles des moyens renforcés et coordonnés doivent être déployés.

Conformément à l'article 96-3-d du Règlement UE No 1303-2013, dont l'intérêt pour le PO Lorrain est exposé dans les sections 8 et 4.4, les projets de coopération, bilatérale ou multilatérale, qui concourent à la stratégie régionale pourront être financés par le présent Programme Opérationnel. Toutefois, seules les dépenses engagées par les opérateurs lorrains seront éligibles.

2. Budget indicatif :

31 976 543.96 euros

3. Bénéficiaires :

- entreprises et groupements d'entreprises (dont GIE),
- pôles de compétitivité et clusters,
- laboratoires publics et privés et structures publiques,
- établissements d'enseignement supérieur et de recherche,
- associations,
- centres techniques, intermédiaires technologiques et centres de compétences publics et privés (y compris l'Institut de Recherche Technologiques Matériaux Métallurgie Procédés (IRT M2P), la Société d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT), et l'Antenne Lorraine du CEA Tech)
- collectivités territoriales ou leurs groupements,
- chambres consulaires,
- fédérations et syndicats professionnels.

4. Taux maximum d'intervention :

60 % des dépenses éligibles.

Le taux appliqué à chaque opération sera déterminé en fonction de l'intérêt de celle-ci, des ressources budgétaires disponibles, ainsi que des réglementations communautaires et nationales pouvant notamment imposer un taux minimum d'autofinancement, un taux maximum d'aide publique, etc.

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

5. Montant minimum à solliciter :

Sans objet

6. Gouvernance :

Les dossiers cofinancés par des fonds européens et s'inscrivant dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région seront examinés au sein de comités de programmation dédiés à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, qui ont notamment pour rôle de procéder à la programmation concertée par les cofinanceurs.

Un comité de programmation sera institué pour les projets relevant de l'innovation et du transfert de technologie : le Comité d'Orientatation et de Suivi dédié à l'Innovation (COSI).

7. Critères de sélection :

Votre projet sera examiné au regard des critères de sélection suivants :

a. La cohérence avec la stratégie du PO :

Les opérations devront être en cohérence avec la stratégie du programme opérationnel (section 1 du document validé le 11/12/2014). Cette stratégie repose sur les priorités suivantes :

- **Accompagner l'évolution de l'économie Lorraine vers une économie compétitive et décarbonnée**
- **Encourager la transition énergétique et la protection de l'environnement dans une logique de croissance durable**
- **Soutenir l'économie par la montée en compétence des travailleurs lorrains**
- **Promouvoir l'équité et la compétitivité des territoires**

b. La contribution du projet à l'atteinte de l'objectif spécifique du dispositif :

Conformément à la stratégie Europe 2020, l'objectif lorrain est **d'augmenter les moyens consacrés à la recherche et à l'innovation par le secteur privé**, afin de positionner durablement ces acteurs économiques sur les marchés à fort potentiel identifiés dans la SRI-SI.

La part du PIB lorrain consacrée à la recherche (1,2%, chiffre 2011) reste bien inférieure à la moyenne nationale (2,1%). En effet, sur un PIB de 55 M€ en 2011, 699 k€ sont consacrés à la recherche (DIRD), dont 394 k€ (soit 0.71 % du PIB) à la recherche publique (DIRDA) et seulement 305 M€ (0.55 % du PIB) à la recherche privée (DIRDE). La Lorraine figure ainsi au 8^e rang national pour la DIRDA et seulement au 16^e pour la DIRDE, alors que les effectifs d'enseignants-chercheurs sont au-dessus de la moyenne nationale et que les effectifs de chercheurs en entreprise ont baissé de 11.8 % entre 2004 et 2008 quand la moyenne nationale progressait de 19.4 %.

Par ailleurs, la Lorraine est classée 16^{ème}, au niveau national, en matière de dépôts de brevets (données 2011). La qualité du potentiel académique lorrain est pourtant incontestable, et la 6^{ème} place nationale occupée par la région en matière de production scientifique en sciences de l'ingénieur, illustre ce potentiel. Ces données indiquent une faiblesse de la Lorraine en termes de capacités de R&D privée et un déséquilibre entre les forces académiques et leur traduction en retombées économiques pour le territoire.

La clé du développement lorrain passe également par la transformation du potentiel académique en un terreau industriel fertile, que pourront illustrer les progrès à accomplir en matière de part de PIB consacrée à la recherche et de dépôt de brevets.

En cohérence avec la SRI-SI, l'objectif est d'améliorer la situation de référence actuelle en :

- accroissant la compétitivité et la création d'emplois via l'innovation dans les entreprises, le transfert de technologie, les partenariats notamment européens,
- et concourant à une plus grande complémentarité et accessibilité des dispositifs existants en structurant l'ingénierie territoriale et professionnalisant les acteurs.

Ceci nécessite de soutenir fortement l'innovation sous toutes ses formes (technologique, méthodes d'organisation, marketing, design...), laquelle est aussi source de relais de croissance vers l'international.

Les résultats visés sont d'augmenter l'effort de recherche privée et d'innovation des entreprises, et de mieux valoriser économiquement les résultats de la recherche académique en :

- facilitant le transfert de technologie,
- favorisant la mise en réseau et le renforcement des démarches interrégionales (y compris au sein de la Grande Région), en soutenant le regroupement, les interactions et les coopérations entre entreprises et laboratoires pour bâtir des écosystèmes socio-économiques innovants, créateurs d'emplois et de richesses (pôles d'innovation, clusters industriels ou technologiques...),
- consolidant les outils mutualisés de recherche et transfert (notamment ceux bénéficiant des

investissements d'avenir),

- structurant la gouvernance pour simplifier le paysage de l'innovation, optimiser les interactions et créer un outil de mesure de la performance,
- renforçant l'ingénierie territoriale par la poursuite de la professionnalisation des acteurs (Réseau de Diffusion de l'Innovation) afin d'améliorer la connaissance encore insuffisante des outils et mécanismes existants et les accompagner dans l'émergence, la conception, la formulation et la conduite de leurs projets d'innovation,
- et dynamisant le dispositif de sensibilisation et de prospection, pour encourager les initiatives des acteurs sur les grappes d'excellence existantes ou en émergence.

c. Le respect des principes directeurs de sélection propres à chaque dispositif :

Afin d'éviter toute dispersion des moyens et concentrer les financements sur un nombre limité d'opérations structurantes à fort potentiel de mobilisation des acteurs et de retombées économiques directement quantifiables, le critère essentiel de sélection d'une opération est son inscription, au moins en partie, dans l'un des enjeux et axes de convergence de la stratégie de spécialisation intelligente (S3 ou SRI-SI).

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

Afin de répondre à l'objectif prioritaire de retombées économiques pour le territoire, les projets soutenus devront contribuer à accélérer la croissance économique des acteurs impliqués, ainsi que l'emploi dans les différents types de territoires régionaux (notamment les zones rurales, périurbaines ou urbaines défavorisées), en s'appuyant sur un plan d'affaires équilibré et démontrant la viabilité du projet et sa capacité à s'affranchir de financements publics au-delà de sa phase d'émergence.

Les actions soutenues dans le présent PO devront satisfaire au moins une des conditions suivantes :

- être orientées vers les domaines d'activité stratégiques (DAS) de la S3 que sont les matériaux du futur, les technologies de la santé, l'exploitation des ressources naturelles et les processus industriels avancés ;
- contribuer à la réalisation des méta-projets créateurs de valeur économique pour le territoire et des transferts technologiques et d'innovation retenus au sein de cette stratégie, dont notamment :
 - ✓ concevoir et proposer des matériaux et des procédés avancés pour les industries de masse ;
 - ✓ accélérer la mise sur le marché des produits et services destinés à améliorer la compétitivité, la qualité, la sûreté de l'outil productif industriel et du traitement des connaissances ;
 - ✓ favoriser la détection, l'extraction, l'exploitation, la valorisation et le recyclage des ressources naturelles, en développant une gestion durable de l'énergie;

- ✓ développer une chaîne d'activités dans le secteur de la santé intégrant prévention, diagnostic précoce et traitement qui regroupe les acteurs, les technologies et systèmes d'information les plus récents pour répondre aux besoins et soutenir l'autonomie des patients ;
- ou permettre l'émergence de nouveaux méta-projets.

Les dimensions développement durable, valorisation des ressources locales et économie sociale et solidaire seront également prises en compte dans l'évaluation des projets (critères non exclusifs).

Au-delà de ces priorités, seront notamment éligibles les projets qui remplissent un ou plusieurs des critères suivants :

Pour les actions concernant la gouvernance :

- le caractère structurant des acteurs et de l'écosystème régional de l'innovation ;
- le positionnement de l'action dans l'écosystème régional de l'innovation et sa cohérence au regard des objectifs de structuration figurant dans la S3.

Pour les projets collaboratifs et outils mutualisés :

- les projets de qualité scientifique et technique avérée, reconnue par une expertise indépendante des partenaires du projet (avis d'expert, projets labellisés par un pôle de compétitivité...) ;
- les projets dont l'effet socio-économique favorable pour le territoire est identifié et évaluable quantitativement (retombées prévisibles en termes d'emplois, chiffre d'affaires, création de valeur ajoutée, montée en gamme des partenaires...) ;
- les projets valorisant des ressources locales (matières premières, énergie) ;
- les projets coordonnés avec d'autres sur un même territoire avec une dimension de développement local intégré (les autres projets en question pouvant faire l'objet d'une demande de soutien sur d'autres mesures du P.O.) ;
- les projets innovants soutenus devront permettre une mise sur le marché dans les 3 à 5 ans à compter de la fin du programme (sauf exception justifiée) ;
- les projets portés par les pôles d'excellence régionaux reconnus et structurés ;
- les projets collaboratifs associant des entreprises et laboratoires académiques (solidité et qualité du partenariat) ;
- les projets présentant un intérêt transfrontalier/transnational.

d. La contribution du projet à l'atteinte des objectifs des indicateurs

Les projets soutenus devront permettre d'atteindre tout ou partie des indicateurs de réalisation et de résultat ici listés.

Tableau : Indicateur de résultat spécifique au programme par objectif spécifique

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
2	DIRDE (Dépenses Intérieures en R&D des Entreprises)	Euros	En transition	289 M€	2010	306 M€	INSEE	Annuelle (valeur N-3 disponible en année N)
3	Nombre de brevets déposés	nombre	En transition	73	2012	85	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle

Tableau : Les indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
1	Nombre d'entreprises soutenues	Nombre d'entreprises	FEDER	Région en transition	220	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
26	Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Nombre d'entreprises	FEDER	Région en transition	120	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
27	Investissements privés complétant un soutien public aux projets d'innovation ou de R&D	€	FEDER	Région en transition	60 000 000	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle
28	Nombre d'entreprises soutenues pour lancer des produits nouveaux sur le	Nombre d'entreprises	FEDER	Région en transition	200	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle

e. La capacité administrative et financière du porteur :

- La capacité financière du porteur de projet
- L'existence d'une comptabilité analytique ou de tout autre système de comptabilité distinct,
- Les moyens humains et les outils dédiés à la gestion du projet
- Le bilan administratif et financier des demandes de subventions européennes antérieures effectuées par le porteur

Critères d'exclusion du porteur de projet (liste non exhaustive) : faillite, liquidation, procédure judiciaire, cessation d'activité, conflits d'intérêt, non-paiement des cotisations....

Le service instructeur s'appuiera sur des avis techniques et juridiques auprès de services internes ou externes.

8. Calendrier année 2016 :

Comité régional de Pré- Programmation
Avril
les prochaines instances seront déterminées en fonction du calendrier des CP 2016

Programmation en Commission Permanente (CP)
A venir

9. Service instructeur et contact :

<p>Conseil Régional d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine Pôle Europe – Secteur FEDER-FSE Service FEDER marylene.doyen@lorraine.eu</p>
--